



Inter Pares

BULLETIN

VOLUME 30, NUMÉRO 4, NOVEMBRE 2008

Reprendre en main notre alimentation

En 2008, la crise alimentaire mondiale a atteint une acuité sans précédent. Dans plusieurs régions du monde, le prix des céréales a doublé voire triplé. Alors que les émeutes de la faim frappaient plusieurs continents, le Programme alimentaire mondial multipliait les appels désespérés aux gouvernements les priant de renforcer l'aide alimentaire pour nourrir 850 millions de personnes affamées.

Cette crise est due à un ensemble de facteurs : augmentation du prix du pétrole, spéculation boursière, popularité croissante des régimes alimentaires carnés, conversion massive des cultures vivrières au profit de la production d'éthanol et de biodiesel, fortes sécheresses et graves inondations. Il n'en fallait pas moins pour que les réserves alimentaires fondent comme neige au soleil. Mais ce n'est pas tout! Car la crise couvait depuis des décennies. Elle était aussi prévisible qu'évitable.

L'agriculture est depuis toujours une activité à risque; cependant, les paysannes et les paysans, les communautés agricoles et même certains pays ont développé des stratégies de gestion pour ces risques. Ces stratégies comprennent des réserves alimentaires publiques et la mise en place de conseils de gestion de l'offre. Ceux-ci sont des mécanismes de gestion collective de la nature et du volume de la production annuelle pour assurer la juste rémunération des agricultrices et des agriculteurs et un approvisionnement adéquat des marchés. La diversification des cultures et des variétés de cultivars a aussi représenté une stratégie importante. On notera que le respect de la biodiversité et de l'autonomie des populations agricoles ont été les piliers des régimes agricoles efficaces et appropriés.

Malheureusement, les tenants du néolibéralisme économique et de l'agriculture industrielle n'ont eu cure de ces politiques pourtant si sages. Autrefois autonomes, les paysannes et les paysans sont aujourd'hui les clients lourdement endettés des entreprises de produits chimiques; quant aux étendues agricoles saines et biologiquement diversifiées, elles ne sont plus que d'immenses déserts verts et toxiques. Des pays qui, autrefois, étaient des greniers à céréales sont maintenant aux prises avec l'insécurité alimentaire. En somme, nous avons perdu la maîtrise de la production alimentaire. Nous sommes désormais vulnérables, à la merci d'un modèle agricole qui nous mène inexorablement vers plus de famines et de dommages écologiques. Nous pouvons et devons changer de cap.

Cette année, nous célébrons le trentième anniversaire de la Commission populaire sur l'alimentation, un mouvement civil sans précédent qui a fait des adeptes dans



Le sorghum, une des principales cultures au Mali.

ERIC CHAURETTE

tout le Canada. La Commission a été créée en 1978 alors que les prix du carburant et des denrées connaissaient une flambée semblable à celle d'aujourd'hui, acculant les paysannes et paysans à la faillite. Elle s'était alors rendue dans soixante-quinze communautés canadiennes, de Victoria, en Colombie-Britannique, à Nain, au Labrador, sensibilisant les Canadiennes et les Canadiens aux conséquences délétères des politiques alimentaires et agricoles. Pour changer les choses, la Commission a su favoriser l'apparition d'idées novatrices et susciter une vision nouvelle. Est ainsi née une génération de militantes et de militants qui s'intéressaient aux questions de l'alimentation et, dans son sillage, des initiatives ont pris forme pour un ordre alimentaire privilégiant la solidarité, la santé et l'équité.

Avec le temps, ces initiatives ont mûri et grandi; alliées à d'autres autour du monde, elles ont formé un mouvement pour la souveraineté alimentaire. Celui-ci prône des politiques qui favorisent l'agriculture écologique et la production locale axée sur les besoins des marchés locaux. Il se porte à la défense des fermes familiales et refuse l'idéologie permettant de traiter l'eau, les semences et les denrées alimentaires comme de simples biens commerciaux. La souveraineté alimentaire est devenue le cri de ralliement de la résistance qui propose également un modèle de rechange faisable.

Pour plusieurs, 2008 a été une année de crise; mais elle a aussi marqué un tournant. Force a été pour le monde entier de reconnaître que le temps du changement est maintenant arrivé. Le plus important, à l'heure actuelle, est d'avoir le courage d'examiner d'un regard critique nos comportements et nos modes de vie afin de devenir le changement auquel nous aspirons.

Ce dernier numéro du *Bulletin* pour l'année en cours est consacré à des personnes et à des organisations qui sont le fer de lance du combat pour se réapproprier notre alimentation et organiser notre agriculture, nos économies et nos sociétés de sorte à éliminer le spectre de la faim et permettre aux communautés et à la planète de s'épanouir. ✂

De l'insécurité à la souveraineté alimentaire

« Laxmamma est une paysanne extraordinaire. Elle connaît tous les types de sols de la région et sait quelles cultures leur conviennent et quand et comment cultiver ces dernières. Elle nous a beaucoup appris ». Tel était le commentaire du Secrétaire de la *Deccan Development Society* (DDS), un homologue d'Inter Pares dans le sud de l'Inde. Laxmamma n'a pas d'instruction, appartient à la caste des *dalits*, autrement dit des « intouchables », et ne possède qu'un petit lopin de terre. À l'instar d'une vingtaine de paysannes pauvres, elle appartient au *sangham*, le collectif des femmes du village. Grâce à l'assistance de la DDS, elles ont repris en main la gestion de leurs terres, des semences et de leur alimentation et, dans une large mesure, les rênes de leur avenir. C'est un exemple éclatant de ce que l'on entend généralement par souveraineté alimentaire.

La DDS est active dans le Deccan, une région semi-aride, exposée à de graves sécheresses et l'une des plus pauvres de l'Inde. Les remarquables prouesses de la DDS en matière de souveraineté alimentaire sont le fruit d'une action menée auprès de plus de cinq mille femmes appartenant aux *sanghams* de soixante-quinze villages éparpillés dans la région. Au début des années quatre-vingt-dix, les paysannes ont recouru aux cultures intercalaires, à l'assolement et à la rotation pour enrichir leur production agricole par les cultures fourragères, de haricots et de légumes. Grâce à ces mesures et à d'autres méthodes de culture biologique, elles ont réussi à accroître le rendement de la céréale de base, le millet, sur leurs petits lopins. Mais, comme les étendues de terres arables en leur possession ne leur permettaient pas d'assurer une production annuelle suffisante, elles ont eu l'idée de récupérer des terres dégradées.

En réponse aux pressions exercées par les *sanghams* et la DDS, l'État a fini par accorder des prêts non renouvelables pour labourer la terre et y répandre le fumier recueilli localement pour en améliorer la fertilité. Les prêts ont été remboursés en nature, sous forme de semences déposées auprès du Fonds de semences communautaire géré par les paysannes. Elles ont ainsi gagné plus de quatre mille hectares de terres marginales et dégradées. Aujourd'hui, les *sanghams* récoltent, stockent et distribuent tant de denrées que l'approvisionnement est suffisant même en période de sécheresse et que l'intervention de l'État est désormais superflue.

Les paysannes ont pu réaliser la souveraineté alimentaire sans recourir aux nouvelles semences « technologiques » mais en se servant des mêmes variétés qui ont été développées

au cours des siècles en les adaptant aux conditions climatiques locales caractérisées par leur extrême variabilité. Ces variétés de semences ne nécessitent ni engrais ni pesticides chimiques. Grâce à l'agriculture biologique, des paysannes comme Laxmamma ne ressentent pas les effets de la flambée des prix des produits chimiques.

Dans le Deccan, les femmes sont les gardiennes des semences qu'elles récoltent dans les champs et qu'elles conservent, prêtent, empruntent et échangent. Conscientes qu'elles seront tôt ou tard touchées par les changements climatiques, elles envisagent l'avenir avec confiance parce qu'elles se sentent prêtes à l'affronter. Les semences qui ont été développées au fil des générations sont adaptées à une grande variété de conditions climatiques. Et, s'empresse d'ajouter Laxmamma, « nous serons heureuses de les partager ». Depuis le coton génétiquement modifié jusqu'aux cultures vivrières, l'État indien et les multinationales du secteur agroalimentaire ont fait une agressive campagne de promotion de semences nouvelles et onéreuses. Par le biais de la participation de la DDS à la coalition *South Against Genetic Engineering* (SAGE), qui bénéficie du soutien d'Inter Pares, elles refusent l'introduction de graines génétiquement modifiées se prémunissant ainsi contre la perte de maîtrise des semences.

Chaque année, en février, les femmes de la DDS décorent richement des grands chars à bœufs pour créer la « caravane de la biodiversité » qui parcourt les routes du Deccan. Elles font le tour des villages pour y partager leurs connaissances sur les semences et les techniques agricoles avec d'autres paysannes et paysans, insistant sur l'importance de la biodiversité et de la maîtrise par les communautés paysannes de la terre et de l'agriculture. Grâce à une série de films que les femmes ont tournés, leur message a aussi atteint un auditoire international.

En dépit de la crise alimentaire mondiale, ces activités prennent de l'ampleur et couvrent des superficies de plus en plus étendues. Les populations villageoises avec qui la DDS est active bénéficient d'un approvisionnement alimentaire adéquat; la qualité nutritionnelle de leur alimentation s'est améliorée; la terre y est plus fertile et les rendements meilleurs. Ces progrès ne sont pas le fruit de biotechnologies ou des engrais chimiques, mais le fruit d'une assistance apportée aux paysannes et aux paysans afin qu'ils maîtrisent à nouveau l'activité agricole et qu'ils réalisent la souveraineté alimentaire à l'échelle locale. ❧

LES AGROCARBURANTS AU CRIBLE

LA RUÉE VERS LES AGROCARBURANTS

- Seulement 2 % des terres arables du monde sont consacrées aux agrocarburants; suivant l'adoption par plusieurs États de nouvelles normes sur la teneur en éthanol et en biodiesel, ce chiffre pourrait atteindre 12 % d'ici 2050.
- Pour la récolte de 2007-8, 11 % de la production mondiale de maïs a été convertie en agrocarburants. Aux États-Unis, ce chiffre a atteint 25 %.
- Selon un rapport de la Bibliothèque du Parlement préparé en 2007, la moitié des terres agricoles canadiennes consacrées à la production de maïs devront être dédiées à la production d'éthanol pour respecter les termes de la Loi.

- Les investissements mondiaux dans les biocarburants sont passés de 5 milliards de dollars américains en 1995 à 38 milliards en 2005; on s'attend à ce qu'ils culminent à 100 milliards de dollars vers 2010.

ATTISER LA CRISE ALIMENTAIRE ET LES VIOLATIONS DES DROITS DE LA PERSONNE

- Selon la Banque mondiale, les trois-quarts de l'accroissement du prix des denrées alimentaires sont dus à l'augmentation de la production d'agrocarburants aux États-Unis et au sein de l'Union européenne.
- Les consommateurs canadiens devront payer près de 400 millions de dollars supplémentaires par an pour leur alimentation en raison de la politique favorable à la production d'éthanol.

Nourrir le monde ou les voitures?

En mai dernier, Inter Pares ainsi qu'une coalition d'organisations agricoles, de justice sociale et de solidarité internationale a fait une tournée dans six villes canadiennes pour sensibiliser la population à la problématique des agrocarburants. En dépit des avantages tant vantés visant à en faire une « solution verte », on s'interroge de plus en plus sur le recours aux denrées alimentaires pour faire rouler des véhicules et des machines plutôt que nourrir des personnes. Sur le thème « Nourrir le monde ou les voitures? », un débat public a été lancé auprès de groupes locaux et avec la participation de personnes venant des milieux agricoles, de la recherche et de la société civile d'Afrique, d'Asie et des deux Amériques.

Marilyn Machado, une Afro-colombienne, a expliqué que la demande croissante d'huile de palme a poussé les grandes entreprises à expulser, dans la violence, les populations de leurs terres pour les transformer en plantations de palmier à huile. On refuse aux communautés le droit de décider de ce qu'elles planteront sur leurs terres; il s'ensuit que les vastes champs consacrés à la monoculture du palmier à huile concurrencent les cultures vivrières destinées à répondre aux besoins locaux et nuisent à la biodiversité. Marilyn Machado pense que l'État est plus intéressé par l'adoption de politiques économiques avantageuses pour les entreprises étrangères et répondant aux besoins énergétiques des pays du Nord que préoccupé par le bien-être de sa propre population.

De plus, les manipulations des entreprises et le pouvoir qu'elles exercent sur les marchés, combinés à la spéculation boursière sur les réserves alimentaires, sont autant de facteurs, invisibles mais réels, qui affectent l'ordre alimentaire mondial. Pour reprendre les mots d'Alberto Gómez, leader paysan mexicain, qui a pris part à la tournée, « nous ne pouvons permettre aux transnationales de décider de ce qui sera planté ni de la manière dont les récoltes seront distribuées ni où et à qui elles le seront ».

Décrivant l'augmentation de la culture du jatropha ou pourghère pour servir d'agrocarburant dans son pays, Ousmane Samaké du Mali a exprimé des préoccupations similaires. Pour lui, les vastes étendues consacrées à la monoculture intensive du pourghère, une plante, de surcroît, gourmande en eau, endommagent la biodiversité et réduisent l'accès à l'eau. En outre, le pourghère est généralement cultivé sur des terres essentiellement consacrées aux pâturages et où les femmes ramassent du bois pour la cuisson, ce qui a

- Pour remplir le réservoir de 95 litres d'un VUS d'éthanol à base de maïs, il faut plus de 450 livres de maïs soit assez de calories pour nourrir une personne pendant un an.
- En Asie et en Amérique latine, les grands projets de culture pour la production d'agrocarburants qui bénéficient de l'appui des autorités ont abouti à la destruction de villages entiers, à des déplacements forcés de populations et même à des assassinats.

Pour en savoir plus, visiter www.cban.ca/Resources/Topics/Agrofuels (en anglais seulement).



pour effet d'exacerber les conflits communautaires en raison de la rareté de ces ressources.

Par leur participation à ces débats, les auditoires canadiens de Charlottetown à Saskatoon ont pu se rendre compte que la problématique des agrocarburants ne saurait être laissée aux mains des seuls chercheurs, experts et agriculteurs. Elle nous concerne toutes et tous. Le débat ne peut être réduit à une simple question concernant la disponibilité des terres ou la réduction des émissions des gaz à effet de serre, d'autant que l'on sait aujourd'hui, qu'à l'échelle mondiale, les agrocarburants aggraveront la situation en raison de la déforestation qui accompagne la plantation de cultures pour la production d'agrocarburants.

Pendant que la tournée avait lieu, le Parlement débattait du projet de loi C-33 aux termes duquel l'essence devrait avoir une teneur obligatoire de 5 % d'éthanol d'ici 2010, se préparant ainsi à apporter 2,2 milliards de dollars de subventions aux agrocarburants. Dans tout le pays, les participantes et les participants au débat sur les agrocarburants ont exigé des explications sur l'utilisation des deniers publics pour la promotion d'une soi-disant solution de plus en plus controversée.

Outre les six forums publics, Inter Pares a aussi contribué à l'organisation d'un dialogue de haut niveau sur les politiques réunissant les lobbyistes du secteur des agrocarburants, des invités internationaux et des représentants des pouvoirs publics. Certains représentants du secteur de l'industrie ont tenté de séparer la question de la demande d'agrocarburants au Canada de l'impact de leur production sur la population mondiale. Comme l'a fait remarquer une participante, « le Canada est tout à fait dépendant de l'environnement mondial. Si les populations du Sud sont soumises à des pressions telles qu'elles consacrent les terres à des récoltes qui ne peuvent même pas les nourrir, il faut alors se poser des questions sur notre contribution à la ruée mondiale vers les agrocarburants. » ✂

Le dialogue de haut niveau sur les politiques a été organisé grâce à une subvention du Centre de recherches pour le développement international (CRDI).

Pour visionner le débat du Forum public d'Ottawa « Nourrir le monde ou les voitures? », aller sur www.interpares.ca/videocpac.

Militer contre la faim d'une génération à l'autre



Moe Garahan et Cathleen Kneen.

À la fin des années soixante-dix, Inter Pares, en collaboration avec 125 organisations, a tenu des audiences populaires avec la population canadienne pour entendre ce qu'elle avait à dire sur notre système alimentaire. Plus de 5 000 personnes ont pris parole et partagé leurs difficultés à produire et consommer des aliments de qualité à prix abordable tout en exprimant leur vision pour le changement. Réfléchissant aux dernières trois décennies et se projetant vers l'avenir, deux collaboratrices d'Inter Pares, Cathleen Kneen, présidente de Sécurité alimentaire Canada, et Moe Garahan, coordonnatrice d'Alimentation juste, racontent leurs expériences et tirent les leçons de longues années de lutte et d'engagement.

Comment avez-vous commencé votre militantisme sur les questions alimentaires?

Cathleen : Ma prise de conscience politique a eu lieu à dix-huit ans lorsque je militais pour le désarmement nucléaire. C'était à la fin des années soixante; je suis alors tombée dans la soupe de la réflexion sur la justice sociale, le féminisme et le militantisme pacifiste. En 1971, ma famille s'était installée en Nouvelle-Écosse; quinze années de vie à la ferme ont fini par me donner un certain sens de la justice sociale fondée sur la pratique quotidienne de la culture vivrière. En fait, ce n'est que le jour où je suis partie que j'ai compris que le paradigme socio-économique qui dominait le secteur agricole puisait ses racines dans le même modèle patriarcal violent que je combattais par ailleurs. Ça a été une révélation!

Moe : Mon parcours a été particulier. Lorsque j'ai quitté le nord de l'Ontario pour poursuivre mes études universitaires en 1989, j'avais décidé de devenir végétarienne. Je me suis donc intéressée aux fondements théoriques qui étaient cette démarche personnelle. Lorsque j'ai déménagé à Ottawa, j'ai travaillé dans une banque alimentaire d'urgence. J'ai été frappée par l'absence d'intérêt sociétal envers les causes de la pauvreté. Je me suis aussi aperçue que le régime alimentaire d'urgence avait été transformé en élément nécessaire et organique de notre filet de sécurité sociale. Avec un groupe de personnes, j'ai pris part à l'organisation de cuisines collectives, de jardins communautaires et de coopératives alimentaires. C'est par la suite qu'Alimentation juste a été créée. Mais c'est seulement lorsque j'ai planté ma première tomate, il y a des années, que j'ai commencé à comprendre la problématique de la production alimentaire. Avec la ferme que j'ai récemment acquise, aujourd'hui, je me lance dans ma première aventure agricole!

Selon vous, où en est la lutte pour reprendre en main notre alimentation?

Cathleen : La survie. C'est très dur de constater les dégâts que nous occasionnons. C'est douloureux. Pensons aux paysans qui se suicident parce qu'ils doivent céder les terres que leur famille possédait depuis des générations ou aux femmes qui servent à leurs enfants de l'eau chaude qu'elles salent et poivrent en prétendant que c'est une soupe parce qu'elles n'ont rien d'autre à leur offrir. Et ça se passe au Canada! Pensons aux terres désormais impropres à la culture vivrière ou aux poissons si toxiques qu'ils en deviennent immangeables. Il faut savoir montrer la réalité telle qu'elle est sans, toutefois se décourager et perdre le désir d'agir.

Moe : Et les aider à obtenir la nourriture d'une manière qui correspond à leur façon de voir. Je pense que c'est essentiel au développement d'un ordre alimentaire viable.

Comment envisagez-vous un ordre alimentaire viable au Canada?

Moe : S'il fallait faire une chose pour transformer l'ordre alimentaire actuel – et il y aurait beaucoup de choses à changer –, il faudrait commencer par payer le prix de la production alimentaire, c'est-à-dire de la force du travail, du coût environnemental et nutritionnel. Si on pouvait couvrir justement les coûts de la production alimentaire, on contribuerait grandement à transformer les structures politiques et économiques qui, au Canada, assurent la survie d'un système défavorable à tant de personnes. Cela veut aussi dire instaurer un système social qui fournirait une nourriture de qualité à celles et à ceux qui n'y ont pas accès au quotidien.

Comment envisagez-vous l'avenir?

Cathleen : Le Projet pour une politique populaire agroalimentaire a pris le relais de la Commission populaire sur l'alimentation. Son objectif est de s'allier aux groupes et aux organisations qui sont nés au cours des trente dernières années pour réduire les inégalités et les problèmes causés par l'ordre alimentaire actuel.

Moe : En tant que membre du comité du Projet pour une politique populaire agroalimentaire, j'aimerais faire la promotion de politiques qui favorisent la mise en place de régimes alimentaires viables. C'est avec enthousiasme que j'envisage l'avenir parce que c'est un projet qui touche plusieurs générations.

*Pour lire l'intégralité de cet entretien, visitez www.interpares.ca.
Nous voulons remercier la Fondation EJLB pour son soutien à ce travail.*

 **Inter Pares**

ISSN 0715-4267

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1
Tél. (1-613) 563-4801 ou (1-866) 563-4801 (sans frais)
Télééc. (1-613) 594-4704 www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les iniquités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne de développement international.

